

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	20	5

N° de la séance : 10

Objet de la délibération: DGA / VSC -
Soutien à l'action des structures de
l'insertion par l'activité économique -
Attribution de subventions

<p><input checked="" type="checkbox"/> Original</p> <p><input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original</p> <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</p> <p>Stéphane PINTRE</p>

N° Enregistrement : BC.2021.095

Date de la convocation :
Le 25/05/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 8 JUIN 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 9 JUIN 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 31 mai 2021

L'an deux mil vingt et un et le 31 mai à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L. 5211-1, L. 2121-10 et L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré – avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR

PROCURATION :

Jean-Pierre DERMIT à Jean LEONETTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Frédéric POMA, Marc MALFATTO, Alexis ARGENTI

Monsieur LEONETTI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis est engagée, depuis plusieurs années, en faveur des acteurs de l'insertion par l'activité économique.

A ce titre, elle participe financièrement au développement des Structures de l'Insertion par l'Activité Economique actives sur son territoire.

Les opérateurs associatifs **Fondation d'Auteuil, CMIEU, Emplois et Services 06 et les Jardins de la Vallée de la Siagne**, par la mise en œuvre d'ateliers de chantiers d'insertion (ACI), visent le retour à l'emploi durable des personnes en insertion en couplant des périodes de mise en situation d'emploi et un accompagnement socioprofessionnel renforcé.

Les associations **AVIE et Emplois et Services 06**, associations intermédiaires (AI), interviennent en mettant à disposition, à titre onéreux, des personnes sans emploi, auprès de toutes les catégories d'utilisateurs des secteurs marchands ou non marchands.

Dans le cadre du déploiement du Fonds de Développement et de l'Inclusion (FDI) et dans le contexte de crise économique liée à la situation sanitaire, ces structures ont pu bénéficier de soutiens financiers supplémentaires au cours de l'année 2020. La DIRECCTE a par ailleurs déployé une aide conjoncturelle à ces dispositifs par le biais de l'aide aux postes et à l'investissement.

Cette conjoncture, alliée à la réactivité des associations et à la mobilisation des communes a permis de faire émerger deux nouveaux projets :

- Le chantier d'insertion dit « des ferrages » sur la commune de Châteauneuf de Grasse ;
- L'extension du chantier d'insertion d'Emplois et Services 06 aux postes de cantonniers sur la Commune de Vallauris Golfe – Juan.

Les principaux objectifs de ces structures s'alignent sur la stratégie des politiques publiques d'inclusion :

- Assurer un accompagnement socioprofessionnel personnalisé des personnes les plus éloignées de l'emploi, en s'appuyant sur des formations et des mises en situation concrètes de travail (acquisition de nouvelles compétences et qualifications, amélioration des savoir-être...).
- Favoriser une (re) mobilisation personnelle et professionnelle, une découverte des métiers, un (ré) apprentissage de la vie professionnelle permettant d'accroître leur employabilité.
- Résoudre les problématiques sociales des personnes (logement, mobilité, santé...) et trouver leur voie professionnelle (bilan de compétences, ateliers de recherche d'emplois, cours d'informatique pour concevoir un CV...).
- Faciliter le retour des personnes sur le marché du travail classique par le biais de contrats durables.

C'est dans ce contexte que les structures, dont la localisation, la nature et le volume des activités sont détaillés dans le tableau ci-après, sollicitent de la part de la C.A.S.A les montants suivants d'aides financières :

	Secteurs d'activités	Nombre de salariés Equivalent Temps Plein ETP	Budget total de l'action 2021	Montant sollicité en 2021	Montant proposé en 2021	Ratio subvention CASA/ budget de l'action
Fondation d'Auteuil Châteauneuf de Grasse	Taille d'oliviers Maraichage Réalisation de murs en pierres sèches	10 salariés 5,5 ETP	172 523 €	10 000 €	5 000 €	2,9 %
AVIE Valbonne Sophia Antipolis	Ménage Nettoyage Déménagement Bricolage Broyage vert	60 salariés 10,4 ETP	337 577 €	9 500 €	9 500 €	2,8 %

CMIEU Valbonne Sophia Antipolis	Entretien d'espaces verts et Forestiers	50 salariés 9,66 ETP	553 256 €	55 800 €	52 000 €	9,4 %
Emplois et Services 06 Association intermédiaire Vallauris Golfe Juan	Aide à domicile ou emplois familiaux, Travaux de Maintenance	60 salariés 9,10 ETP	384 834 €	10 000 €	10 000 €	2,6 %
Emplois et Services 06 Atelier Chantier insertion Vallauris Golfe Juan	Entretien d'espaces verts Cantonnage Manutention d'encombrants Médiation Urbaine	55 salariés 11,5 ETP	770 832 €	50 000 €	50 000 €	6,5 %
Jardins Vallée de la Siagne Valbonne Sophia Antipolis	Maraichage et petit élevage	20 salariés 12 ETP	333 516 €	20 000 €	20 000 €	6 %

Les critères d'évaluation quantitatifs et qualitatifs pour les actions de chacun de ces acteurs sont définis au sein des conventions d'attribution de leurs subventions respectives.

Vu la délibération n° CC.2020.006 du Conseil Communautaire en date du 17 juillet 2020 autorisant le Bureau Communautaire à prendre toutes décisions en matière de subvention à accorder ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les montants des subventions aux structures de l'insertion par l'activité économique pour leurs projets, et de leurs octroyer une subvention globale de 146 500 €, à répartir comme suit :
 - FONDATION D'AUTEUIL (ACI) : 5 000 €
 - AVIE (AI) : 9 500 €
 - CMIEU (ACI) : 52 000 €
 - EMPLOIS ET SERVICES 06 (AI) : 10 000 €
 - EMPLOIS ET SERVICES 06 (ACI) : 50 000 €
 - JARDINS VALLEE DE LA SIAGNE (ACI) : 20 000 €
- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution des subventions aux Structures de l'Insertion par l'Activité Economique, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville à signer ces conventions, ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2021 - fonction 523 ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les montants des subventions aux structures de l'insertion par l'activité économique pour leurs projets, et de leurs octroyer une subvention globale de 146 500 €, à répartir comme suit :
 - FONDATION D'AUTEUIL (ACI) : 5 000 €
 - AVIE (AI) : 9 500 €
 - CMIEU (ACI) : 52 000 €
 - EMPLOIS ET SERVICES 06 (AI) : 10 000 €
 - EMPLOIS ET SERVICES 06 (ACI) : 50 000 €
 - JARDINS VALLEE DE LA SIAGNE (ACI) : 20 000 €
- d'approuver les termes des conventions se rapportant à l'attribution des subventions aux Structures de l'Insertion par l'Activité Economique, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville à signer ces conventions, ainsi que tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense au Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2021 - fonction 523 ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 31 mai 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION FONDATION D'AUTEUIL Action Les Ferrages

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée FONDATION D'AUTEUIL régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant notamment pour objet de favoriser la formation, l'insertion ou la réinsertion professionnelle de publics en difficulté sociale dont le siège social est situé 40 rue Jean de La Fontaine – 75016 PARIS, représentée par Monsieur Jean-Marc SAUVE agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **FONDATION D'AUTEUIL**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé la définition de l'intérêt communautaire de la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, la FONDATION D'AUTEUIL exerce notamment une mission d'insertion sociale et professionnelle par le repérage, l'identification, le traitement des freins et par la mise en œuvre de toutes actions et dispositifs visant cet objectif dont notamment les ateliers et chantiers d'insertion.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, FONDATION D'AUTEUIL s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion par l'activité économique par la mise en œuvre d'un chantier d'insertion « ouvrier polyvalent espaces verts » sur le site des Ferrages sur la commune de Châteauneuf de Grasse.

Ce chantier se déroule en partenariat étroit avec l'équipe de prévention communautaire, le P.L.I.E., la Mission Locale Antipolis, les référents emploi des territoires concernés et les travailleurs sociaux des C.C.A.S. et des MSD ainsi que les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation pour neuf

bénéficiaires (demandeurs d'emploi longue durée, allocataires du RSA, jeunes suivis par la MLA ou les éducateurs de prévention et personnes sous-main de justice) issus des communes de la C.A.S.A.

Il s'agit d'assurer un accompagnement socioprofessionnel personnalisé en s'appuyant sur des formations et des mises en situation concrètes de travail.

Dans le cadre de cette action, les principaux objectifs fixés à l'association APPRENTIS D'AUTEUIL sont les suivants :

- Consolider et développer sur le territoire de la C.A.S.A. une offre d'insertion à destination des demandeurs d'emploi en difficulté d'insertion,
- Maintenir une activité économique support d'un accompagnement vers un emploi durable,
- Développer l'employabilité par la mise en situation professionnelle et la formation visant l'acquisition de compétences techniques et psychosociales,
- Sensibiliser les équipes au respect de l'environnement et aux impératifs d'un développement durable

Le chantier d'insertion est prévu pour 3.5 ETP et peut accueillir jusqu'à une douzaine de salariés en insertion.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement FONDATION D'AUTEUIL pour la réalisation de ces objectifs et mettre à disposition du matériel.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2021.

En cas de non-réalisation dans ce délai la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 172 523 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

FONDATION D'AUTEUIL reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 5 000 €.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. **un bilan annuel** de l'action subventionnée.

6.1 Evaluations intermédiaires

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes en CDDI accueillies ;
- Caractéristiques sociologiques ;
- Résultats d'insertion socioprofessionnelle ;
- Répartitions (CDI, CDD, contrats aidés, formations, intérim, missions IAE, créations d'entreprise) ;
- Nombre d'étapes significatives franchies sur le volet social (accès à un logement durable, adhésion à des soins, accès à une reconnaissance RQTH...) ;
- Niveau de qualification des encadrants ;
- Taux d'encadrement des stagiaires.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi organisé par l'association et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs élaborés conjointement par le service politique de la ville et par FONDATION D'AUTEUIL.

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

FONDATION D'AUTEUIL devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

FONDATION D'AUTEUIL s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association FONDATION D'AUTEUIL remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2022.
- Si l'association FONDATION D'AUTEUIL est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association FONDATION D'AUTEUIL, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention. Par ailleurs, elle peut également récupérer tout ou partie du matériel mis à disposition.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

FONDATION D'AUTEUIL s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

FONDATION D'AUTEUIL et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association FONDATION D'AUTEUIL s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association
FONDATION D'AUTEUIL,
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice- président délégué à la Cohésion
Sociale et à la Politique de la Ville

Jean-Marc SAUVE

Kevin LUCIANO

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 2021

CHARGES	Montant ¹⁸	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	4000	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	54000
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation ¹¹	103323
Autres fournitures	4000	Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s) La Direction	71543
61 - Services extérieurs	5792	-modularisation	5000
Locations	3630	-	
Entretien et réparation	1500	Région(s) :	
Assurance	603	-	
Documentation	59	Département(s) : CG	9591
62 - Autres services extérieurs	7866	-fonctionnement	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	6160	Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	
Publicité, publication	519	-CASA	10000
Déplacements, missions	1000	Commune(s) :	
Services bancaires, autres	187	-	
63 - Impôts et taxes	0	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64- Charges de personnel	127988	-	
Rémunération des personnels	127178	L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	810	Aides privées	7189
65- Autres charges de gestion courante	11677	75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements	15200	78 – Reprises sur amortissements et provisions	15200
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	172523	TOTAL DES PRODUITS	172523
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	172523	TOTAL	172523
La subvention de 10000 € représente 5,80 % du total des produits : (montant demandé/total des produits) x 100.			



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION AVIE – ASSOCIATION INTERMEDIAIRE

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021.

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée Association Valbonnaise pour l'Insertion par l'Economie (A.V.I.E.) régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de mettre en œuvre toute action d'insertion des personnes en difficultés, dont le siège social est situé 4 rue Louis Funel – 06902 VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS, représentée par Jean HUGON agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **AVIE**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, AVIE exerce notamment une mission relative à :

- La satisfaction des besoins d'éducation, d'insertion, de formation, des personnes en difficultés,
- L'accompagnement par une assistance technique et experte, tout porteur de projet relevant d'une démarche d'insertion par l'économique,
- La gestion d'un fonds de développement local.

Dans ce cadre, il est prévu des actions par le biais de l'Association Intermédiaire.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, AVIE s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion socioprofessionnelle des personnes fragilisées ou en rupture sur le territoire de la CASA.

Le principal objectif d'AVIE est de permettre à ce public d'accéder à un emploi, de le soutenir dans un projet d'insertion grâce à l'association intermédiaire, un outil de l'insertion par l'activité économique.

L'association intermédiaire a pour objet d'accueillir, d'accompagner et de mettre à disposition, à titre onéreux, des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles.

Ainsi, des contrats de mises à disposition dans le secteur marchand et non-marchand sont proposés aux personnes sans emploi et en grande difficulté, assortis d'un accompagnement socioprofessionnel vers l'emploi durable.

L'association intermédiaire animera également des actions collectives et des diagnostics individuels, vérifiant l'éligibilité de la personne à intégrer l'association intermédiaire. Aussi, la formation des salariés en insertion permettra une montée en compétences aux gestes et postures, par le biais d'ateliers d'initiation à l'entretien des entreprises.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement AVIE pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2021.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 337 577 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

AVIE reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 9 500 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co- financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires

AVIE s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes accueillies ;
- Nombre de personnes mises à disposition ;
- Nombre d'heures de mise à disposition réalisées ;
- Caractéristiques sociologiques du public ;
- Résultats d'insertion socioprofessionnelle ;
- Répartitions (CDI, CDD, contrats aidés, formations, intérim, missions IAE, créations d'entreprise) ;

La C.A.S.A procèdera, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi organisé par l'association et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par AVIE.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

AVIE s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association AVIE remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par un expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2022.
- Si l'association AVIE est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ AVIE devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association AVIE, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

AVIE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

AVIE et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion Sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association AVIE s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association AVIE,

Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération

Sophia Antipolis,

Pour le Président,

Le Vice- président délégué à la
Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville

Jean HUGON

Kevin LUCIANO

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 2021

CHARGES	Montant ¹⁰	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	11453	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	305800
Prestations de services	3000		
Achats matières et fournitures	2162	74- Subventions d'exploitation ¹¹	31777
Autres fournitures	6291	Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s) Direction	
61 - Services extérieurs	17820	-Aide aux postes	13277
Locations	9120	- FDI2	9000
Entretien et réparation	5100	Région(s) :	
Assurance	3600	-	
Documentation		Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs	30660	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	7800	Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	
Publicité, publication	5700	-CASA	9500
Déplacements, missions	2640	Commune(s) :	
Services bancaires, autres	14520	-	
63 - Impôts et taxes	0	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64- Charges de personnel	277644	-	
Rémunération des personnels	277644	L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	337577	TOTAL DES PRODUITS	337577
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	337577	TOTAL	337577
La subvention de 9500 € représente 2,81 % du total des produits : (montant demandé/total des produits) x 100.			



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION C.M.I.E.U.

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée Chantier Mobile d'Insertion par l'Ecologie Urbaine (C.M.I.E.U.) régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour objet « l'étude, l'expérimentation et la mise en place d'actions d'insertion ou de formations liées à l'écologie urbaine ou péri urbaine et à la sauvegarde de l'environnement susceptible de favoriser l'insertion sociale et professionnelle », dont le siège social est situé 1 rue Louis Funel – 06560 VALBONNE, représentée par Madame Ilham BENHALLA agissant en lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **C.M.I.E.U.**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, C.M.I.E.U. exerce notamment une mission d'insertion par l'économique.

Dans ce cadre, il est prévu de mettre en œuvre un chantier d'insertion « Espaces verts et forestiers ».

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION.

Par la présente convention, C.M.I.E.U. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion par l'économie par la mise en œuvre d'un chantier d'insertion « Espaces verts et forestiers ».

Ce chantier se déroule en partenariat étroit avec l'équipe de prévention communautaire, le P.L.I.E., la Mission Locale Antipolis, les référents emploi des territoires concernés, les travailleurs sociaux des Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) et des Maisons des Solidarités Départementales (MSD) ainsi que les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation pour 9,66 ETP et peut accueillir jusqu'à une cinquantaine de salariés en insertion (demandeurs d'emploi longue durée, allocataires du RSA, jeunes suivis par la Mission Locale Antipolis ou les éducateurs de prévention et les personnes sous-main de justice).

Les objectifs poursuivis par le chantier sont les suivants :

- Permettre au public ciblé de bénéficier d'une période d'activité s'inscrivant dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle ;
- Permettre l'accompagnement des bénéficiaires sur leurs problématiques sociales (remobilisation et resocialisation, santé, mobilité, logement...), afin de réduire ces freins limitant la réussite d'un parcours d'insertion professionnelle ;
- Acquérir une régularité de travail, apprendre à respecter les consignes, les techniques, les mesures de sécurité et les délais d'exécution ;
- Découvrir et apprendre les techniques d'entretien des espaces verts et de valorisation de l'environnement ;
- Proposer une valorisation du patrimoine communautaire.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'association C.M.I.E.U. pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2021.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 553 256 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

C.M.I.E.U. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 52 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

➤ C.M.I.E.U. s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans de l'action subventionnée.

6.1 Bilan intermédiaire

C.M.I.E.U s'engage à fournir un bilan quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Le nombre de personnes en contrat chaque mois ;
- La typologie des personnes accueillies et accompagnées ;
- Les avancées qualitatives sur les freins réalisés avec chaque personne nommément ;
- Les poursuites de parcours et les entrées en formation ou emploi ;
- Le niveau de qualification des encadrants ;
- Le taux d'encadrement des stagiaires.

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante :

Le bilan sera examiné dans le cadre d'un comité de suivi organisé par C.M.I.E.U et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'association invitera la C.A.S.A à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par C.M.I.E.U.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

C.M.I.E.U. s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association C.M.I.E.U. remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2022.

- Si l'association C.M.I.E.U. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

- C.M.I.E.U. devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association C.M.I.E.U. et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

C.M.I.E.U. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'Association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celle mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

C.M.I.E.U. et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion Sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association C.M.I.E.U. s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association C.M.I.E.U. ,
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice-président délégué à la Cohésion
Sociale et à la Politique de la Ville

Ilham BENHALLA

Kevin LUCIANO

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 20

CHARGES	Montant ¹⁰	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	36960	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	187547
Prestations de services	880		
Achats matières et fournitures	24640	74- Subventions d'exploitation ¹¹	356118
Autres fournitures	11440	Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	51964	-directe part modulé	11000
Locations	13024	-	
Entretien et réparation	15532	Région(s) :	20862
Assurance	5720	-	
Documentation	17688	Département(s) :	45816
62 - Autres services extérieurs	16368	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	10560	Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	
Publicité, publication	264	-	55800
Déplacements, missions	1760	Commune(s) :	
Services bancaires, autres	3784	-	
63 - Impôts et taxes	0	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64- Charges de personnel	433224	-	
Rémunération des personnels	341968	L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	208560
Charges sociales	72336	Autres établissements publics	14080
Autres charges de personnel	18920	Aides privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	26
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	440
68- Dotation aux amortissements	14740	78 – Reprises sur amortissements et provisions	9125
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	553256	TOTAL DES PRODUITS	553256
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	553256	TOTAL	553256
La subvention de 55800 € représente 10,09 % du total des produits : (montant demandé/total des produits) x 100.			



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION EMPLOIS & SERVICES 06

ASSOCIATION INTERMEDIAIRE

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée EMPLOIS & SERVICES 06 régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'aider à la recherche d'emploi toute personne en difficulté de réinsertion, dont le siège social est situé 7 Place Amiral Barnaud – 06600 ANTIBES, représentée par Régine TROTIGNON agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **EMPLOIS & SERVICES 06**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, EMPLOIS & SERVICES 06 exerce notamment une mission relative à :

- L'aide à la recherche d'emploi pour des personnes éprouvant des difficultés de réinsertion,
- L'embauche de personnes dépourvues d'emploi pour les mettre à la disposition de donneurs d'ordre,
- La recherche et l'expérimentation d'initiatives susceptibles de créer des emplois,
- Le développement de toutes actions favorisant la réussite de l'insertion sociale et professionnelle.

Dans ce cadre, il est prévu des actions par le biais de l'Association Intermédiaire.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion socio professionnelle des personnes fragilisées ou en rupture sur le territoire de la CASA.

Le principal objectif d'EMPLOIS & SERVICES 06 est de permettre à ce public d'accéder à un emploi, de le soutenir dans un projet d'insertion grâce à l'association intermédiaire, un outil de l'insertion par l'activité économique.

L'association intermédiaire a pour objet d'accueillir, d'accompagner et de mettre à disposition à titre onéreux, des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles. Ainsi, des contrats de mises à disposition dans le secteur marchand et non-marchand sont proposés aux personnes sans emploi et en grande difficulté, assortis d'un accompagnement socioprofessionnel vers l'emploi durable.

Cet accompagnement consiste en des entretiens individuels hebdomadaires ou bimensuels réalisés par un référent socioprofessionnel.

L'association intermédiaire animera également des actions collectives, regroupant au maximum 6 personnes, permettant des mises en situation relevant les potentiels de chacun, facilitant une juste affirmation de soi et dédramatisant les situations de présentation de soi et de sa candidature. Ces actions collectives consistent en divers ateliers : « dynamique ou de coaching », « expression des pratiques », « recherche emploi », « informatique » et « français ».

Enfin, il est prévu une permanence d'accueil à l'Espace de Vie Sociale de Vallauris (une demi-journée par semaine).

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement EMPLOIS & SERVICES 06 pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2021.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 384 834 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

EMPLOIS & SERVICES 06 reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 10 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co- financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à fournir tous les six mois, et ce jusqu'au terme de la convention, un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes accueillies ;
- Nombre de personnes mises en situation de travail ;
- Nombre de personnes issues des quartiers prioritaires ;
- Caractéristiques sociologiques ;
- Résultats d'insertion socioprofessionnelle ;
- Répartitions (CDI, CDD, contrats aidés, formations, intérim, missions IAE, créations d'entreprise) ;
- Nature de l'insertion sociale (accès à un hébergement, à un logement, accès aux droits, à la santé, résolution de contentieux justice, resocialisation ...) ;
- Nombre d'insertions sociales.

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi organisé par l'association et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par EMPLOIS & SERVICES 06.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association EMPLOIS & SERVICES 06 remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2022.
- Si l'association EMPLOIS & SERVICES 06 est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ EMPLOIS & SERVICES 06 devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association EMPLOIS & SERVICES 06, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

EMPLOIS & SERVICES 06 et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association,
EMPLOIS & SERVICES 06,
La Présidente,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice-président délégué à la Cohésion
Sociale et à la Politique de la Ville

Régine TROTIGON

Kevin LUCIANO

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 2021

CHARGES	Montant ¹²	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	6550	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	345249
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	3200	74- Subventions d'exploitation ¹¹	39585
Autres fournitures	3350	Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s) DIRECCTE UD06	12585
61 - Services extérieurs	20600	-ANCT	5000
Locations	14500	-FIPD	2000
Entretien et réparation	4700	Région(s) :	
Assurance	1000	-	
Documentation	400	Département(s) :	
62 - Autres services extérieurs	20097	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	10700	Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	
Publicité, publication	1000	-CASA	10000
Déplacements, missions	3300	Commune(s) :	
Services bancaires, autres	5097	-	
63 - Impôts et taxes	30270	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	22466	-	
Autres impôts et taxes	7804	Fonds européens	
64- Charges de personnel	296817	-	
Rémunération des personnels	227702	L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA - emplois aidés)	
Charges sociales	67135	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	1980	Aides privées	10000
65- Autres charges de gestion courante	2500	75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements	8000	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	384834	TOTAL DES PRODUITS	384834
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	384834	TOTAL	384834
La subvention de 10000 ➤ (→ représente 2,60 % du total des produits : (montant demandé / total des produits) x			



CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION EMPLOIS & SERVICES 06

CHANTIER D'INSERTION

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée EMPLOIS & SERVICES 06 régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'aider à la recherche d'emploi toute personne en difficulté de réinsertion, dont le siège social est situé 7 Place Amiral Barnaud – 06600 ANTIBES, représentée par Régine TROTIGNON agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **EMPLOIS & SERVICES 06**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, EMPLOIS & SERVICES 06 exerce notamment une mission relative à :

- L'aide à la recherche d'emploi pour des personnes éprouvant des difficultés de réinsertion,
- L'embauche de personnes dépourvues d'emploi pour les mettre à la disposition de donneurs d'ordre,
- La recherche et l'expérimentation d'initiatives susceptibles de créer des emplois,
- Le développement de toutes actions favorisant la réussite de l'insertion sociale et professionnelle.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion par l'activité économique sur 2 sites distincts. La réalisation de l'Atelier Chantier d'Insertion s'effectuera sur la commune de Vallauris Golfe-Juan pour encadrer des « agents d'entretien polyvalents » avec une extension sur les Hauts de Vallauris pour des « cantonniers - manutentionnaires d'encombrants ».

Ce chantier se déroule en partenariat étroit avec l'équipe de prévention communautaire, le P.L.I.E., la Mission Locale Antipolis, les référents emploi des territoires concernés et les travailleurs sociaux des C.C.A.S. et des MSD ainsi que les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation pour douze bénéficiaires (demandeurs d'emploi longue durée, allocataires du RSA, jeunes suivis par la MLA ou les éducateurs de prévention et personnes sous-main de justice) issus des communes de la C.A.S.A.

Il s'agit d'assurer un accompagnement socioprofessionnel personnalisé en s'appuyant sur des formations et des mises en situation concrètes de travail.

Dans le cadre du renouvellement de cette action, les principaux objectifs fixés à l'association EMPLOIS & SERVICES 06 sont les suivants :

- Consolider et développer sur le territoire de la C.A.S.A. une offre d'insertion à destination des demandeurs d'emploi en difficulté d'insertion,
- Maintenir une activité économique support d'un accompagnement vers un emploi durable,
- Développer l'employabilité par la mise en situation professionnelle et la formation visant l'acquisition de compétences techniques et psychosociales,
- Sensibiliser les équipes au respect de l'environnement et aux impératifs d'un développement durable,
- Faire la promotion de la citoyenneté.

Le chantier d'insertion est prévu pour 11,5 ETP et peut accueillir jusqu'à une centaine de salariés en insertion.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement EMPLOIS & SERVICES 06 pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2021.

En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 770 832 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

EMPLOIS & SERVICES 06 reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 50 000 €.

La subvention sera versée en une fois dès que la présente convention aura un caractère exécutoire. La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes en CDDI accueillies ;
- Nombre de personnes issues des quartiers prioritaires ;
- Nombre de personnes accueillies par commune ;
- Caractéristiques sociologiques ;
- Résultats d'insertion socioprofessionnelle ;
- Répartitions (CDI, CDD, contrats aidés, formations, intérim, missions IAE, créations d'entreprise) ;
- Nombre d'étapes significatives franchies sur le volet social (accès à un logement durable, adhésion à des soins, accès à une reconnaissance RQTH...) ;
- Niveau de qualification des encadrants ;
- Taux d'encadrement des stagiaires.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi organisé par l'association et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par EMPLOIS & SERVICES 06.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association EMPLOIS & SERVICES 06 remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2022.
- Si l'association EMPLOIS & SERVICES 06 est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association EMPLOIS & SERVICES 06, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

EMPLOIS & SERVICES 06 et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la Direction de la Cohésion Sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel.

Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association
EMPLOIS & SERVICES 06,
La Présidente

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice-président délégué à la Cohésion
Sociale et à la Politique de la Ville

Régine TROTIGNON

Kevin LUCIANO

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 2021

CHARGES	Montant ¹⁰	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	36700	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	409485
Prestations de services			
Achats matières et fournitures	24100	74- Subventions d'exploitation ¹¹	361367
Autres fournitures	12600	Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s) DIRECCTE UD06	211207
61 - Services extérieurs	65650	-FIPD-FIPDR	9000
Locations	45800	-	
Entretien et réparation	11700	Région(s) : SUD PACA	26000
Assurance	7200	-	
Documentation	950	Département(s) : BRSA	14314
62 - Autres services extérieurs	65400	-Fonctionnement	20846
Rémunérations intermédiaires et honoraires	44000	Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	
Publicité, publication	1000	-CASA	50000
Déplacements, missions	9100	Commune(s) :	
Services bancaires, autres	11300	-	
63 - Impôts et taxes	35201	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	18785	-	
Autres impôts et taxes	16416	Fonds européens	
64- Charges de personnel	545381	-	
Rémunération des personnels	358823	L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	
Charges sociales	164424	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	22134	Aides privées	30000
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements	22500	78 – Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	770832	TOTAL DES PRODUITS	770832
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	770832	TOTAL	770832
La subvention de 50000 € (représente 6,49 % du total des produits : (montant demandé/total des produits) x 100)			



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE
Chantier d'Insertion**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Kevin LUCIANO agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 31 mai 2021,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

ET,

L'association dénommée LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour objet de développer des actions d'insertion par l'économique et formation, centrées sur des activités agricoles et/ou sur l'environnement, dont le siège social est situé 2530 route de Pégomas 06370 MOUANS SARTOUX, représentée par Monsieur Stéphane BOUISSOU, agissant en lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE**,

EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE exercent notamment une mission d'insertion par l'économique.

Dans ce cadre, il est prévu de mettre en œuvre un chantier d'insertion à destination des publics en difficulté aux moyens d'activités agricoles en mode biologique.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION.

Par la présente convention, LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE s'engagent à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion par l'économie par la mise en œuvre d'un chantier d'insertion à destination des publics en difficulté, aux moyens d'activités agricoles en mode biologique.

Ce chantier se déroule en partenariat étroit avec l'équipe de prévention communautaire, le P.L.I.E., la Mission Locale Antipolis, les référents emploi des territoires concernés, les travailleurs sociaux des CCAS (demandeurs d'emploi longue durée, allocataires du RSA, jeunes suivis par la MLA, les éducateurs de prévention et les référents du PLIE) issus des communes de la CASA. La capacité du site de Peijan, lieu de réalisation de l'action, étant de 12 ETP, il s'agira de recruter 18 personnes (hommes et femmes) en file active soit une vingtaine de bénéficiaires sur 12 mois.

Les objectifs poursuivis par le chantier sont les suivants :

- Favoriser le retour à l'emploi et permettre l'accès à une autonomie sociale et professionnelle des personnes en difficulté, éligibles au contrat aidé dans le cadre d'un chantier d'insertion centré sur les activités maraîchères, oléicoles, horticoles et ovocoles en mode certifié « agriculture biologique ».

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2021.

Durant cette période, l'association LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE s'engage à notifier à la C.A.S.A tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 333 516 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE reconnaissent avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 20 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE pourront réaliser leur mission, selon les termes de cette convention, à condition que l'engagement des autres partenaires financeurs soit à hauteur du budget prévisionnel. Dans la mesure où les subventions sont inférieures au budget prévisionnel, la mission pourra être revue à la baisse après concertation avec la C.A.S.A.

ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION

➤ LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE s'engagent à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans de l'action subventionnée.

6.1 Bilan intermédiaire

LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE s'engagent à fournir un bilan quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Le nombre de personnes recrutées ;
- La nature des sorties au terme de l'accompagnement ;
- Le niveau de qualification des encadrants ;
- Le taux d'encadrement des stagiaires.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : le bilan sera examiné dans le cadre d'un Comité de suivi organisé par LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE s'engagent :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} aout au plus tard de l'année 2022.

- Si l'association LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE devront mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE s'engagent à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'Association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celle mentionnées à l'article 1^{er}, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : LITIGES

LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE

Les services de la direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le
En deux exemplaires

Pour l'Association LES JARDINS DE
LA VALLEE DE LA SIAGNE,
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,
Pour le Président,
Le Vice- président délégué à la Cohésion Sociale
et à la Politique de la Ville,

Stéphane BOUISSOU

Kevin LUCIANO

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits.

Année ou exercice 2021

CHARGES	Montant ¹⁸	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	12817	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	71000
Prestations de services	5400		
Achats matières et fournitures	7417	74- Subventions d'exploitation ¹¹	262516
Autres fournitures		Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs	13213	-	
Locations	10557	-	
Entretien et réparation	1658	Région(s) :	10666
Assurance	1000	-	
Documentation		Département(s) :	30030
62 - Autres services extérieurs	8628	-	33320
Rémunérations intermédiaires et honoraires	5217	Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	
Publicité, publication	1425	-CASA	20000
Déplacements, missions	1767	Commune(s) :	
Services bancaires, autres	217	-	
63 - Impôts et taxes	333	Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes	333	Fonds européens	
64- Charges de personnel	289994	-	
Rémunération des personnels <i>Personnel</i>	90400	L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	168500
Charges sociales <i>Personnel</i>	31094	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel <i>Personnel</i>	168500	Aides privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières	8533	Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	333516	TOTAL DES PRODUITS	333516
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 - Contributions volontaires en nature	0
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	333516	TOTAL	333516
La subvention de 20000 € représente 6,00 % du total des produits : (montant demandé/total des produits) x 100.			

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 31/05/2021
 Numéro : BC_2021_095
 Nature : DE - Deliberations
 Objet : Soutien à l'action des structures de l'insertion par l'activité économique - Attribution de subventions
 Matière : 7.5 - Subventions

Interlocuteur

Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : sUcINNN

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/06/2021
 Identifiant : 006-240600585-20210531-BC_2021_095-DE

Acte reçu

Date : 31/05/2021
 Numéro interne : BC_2021_095
 Code nature : 1
 Code matière 1 : 7
 Code matière 2 : 5
 Objet : Soutien à l'action des structures de l'insertion par l'activité économique - Attribution de subventions
 Classification utilisée : 29/08/2019
 Document : 99_DE-006-240600585-20210531-BC_2021_095-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 12

- 99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_095-DE-1-1_2.PDF
- 99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_095-DE-1-1_3.PDF
- 99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_095-DE-1-1_4.PDF
- 99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_095-DE-1-1_5.PDF
- 99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_095-DE-1-1_6.PDF
- 99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_095-DE-1-1_7.PDF
- 99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_095-DE-1-1_8.PDF
- 99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_095-DE-1-1_9.PDF
- 99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_095-DE-1-1_10.PDF
- 99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_095-DE-1-1_11.PDF
- 99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_095-DE-1-1_12.PDF
- 99_SE-006-240600585-20210531-BC_2021_095-DE-1-1_13.PDF

N